

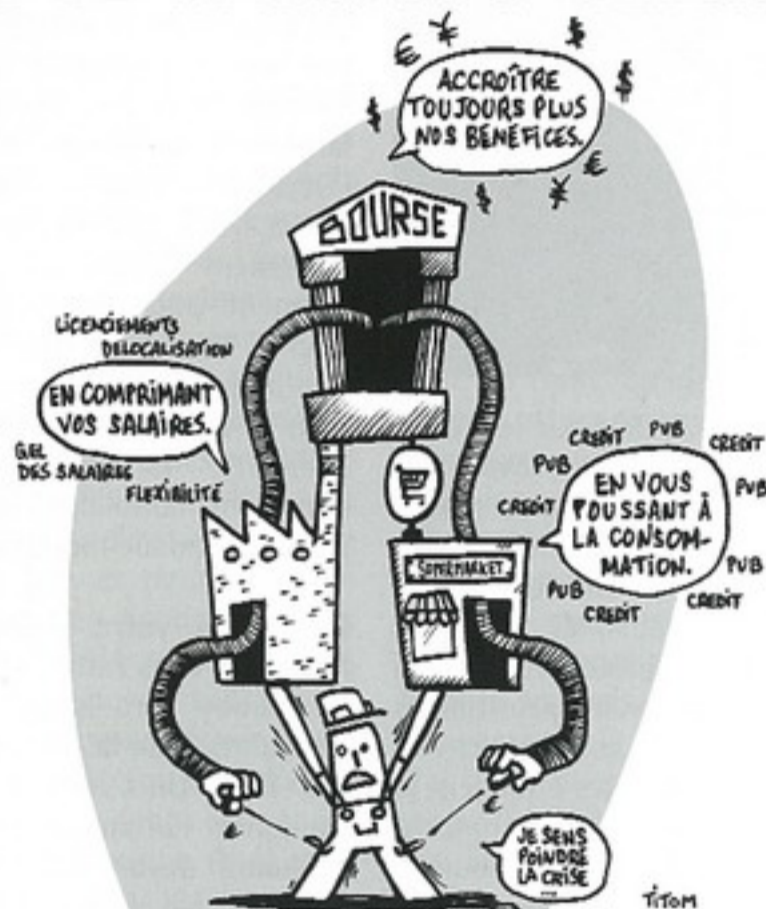
«Être radical, c'est prendre les choses par la racine.
Et la racine de l'homme, c'est l'homme lui-même». Karl Marx

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial: Il est temps de passer à autre chose...



LES TRAVAILLEURS VONT-ILS SUPPORTER ÇA LONGTEMPS?

Le «plomb durci» est dans le corps de milliers de Palestiniens, les ruines sont fumantes, les plaies grandes ouvertes, la faim et le dénuement total sont partout, tout comme la haine toujours plus grande face à cette injustice faite à un peuple, une injustice qui se répète sans fin sous le regard passif, et même l'insidieuse complicité de la «communauté internationale». On refuse de regarder la réalité en face. On dilue les responsabilités. On disserte sur les responsabilités du Hamas alors même que cette organisation fut quasiment créée par Israël afin d'affaiblir une résistance crédible en Palestine. On devise sur les résultats des élections en Israël qui ne feront que conforter les partisans de la force et de la colonisation. Et bientôt les médias passeront définitivement à autre chose. Rideau sur la réalité guerrière de ce monde. *The show must go on!*

Les banques viennent à peine d'être grassement refinancées par les États que le système craque à nouveau de toutes parts. La crise des *subprimes*, d'abord financière, est devenue économique. Chaque jour, de nouvelles fermetures et restructurations sont annoncées. Pour certains patrons, la crise a d'ailleurs bon dos et l'on en profite pour encore «rationaliser». En Belgique, l'État a déboursé vingt milliards d'euros pour les banques et un milliard pour la relance économique, toujours en prenant grand soin de ne pas remettre en cause la gestion privée. On nous dit tout des actionnaires de Fortis, mais quasi rien de la nature de la crise. Où peut-on lire que des salaires écrasés (-10 % dans le PIB en 30 ans), combinés à une économie gloutonne fondée sur l'endettement des ménages, conduisent naturellement à l'explosion

1€

Février-Mars 2009 - N° 26

L'invité du mois

Guy SPITAEELS:
«Arrivé à l'estuaire où on est tenté de regarder les choses avec distance...»

Social

En finir avec la retraite par capitalisation ?

International

Ne laissons pas mourir Gaza !

Cuba :

¡ 50 años de Revolución cubana !

Après l'année des ouragans dévastateurs

d'une bulle spéculative ainsi grossièrement fabriquée? Plutôt que de regarder dans le blanc des yeux cette crise majeure du capitalisme, nos gouvernants laissent le système «gérer» la crise, se bornant à injecter des sommes colossales d'argent public dans la machine.

Alors que les dirigeants actuels proposent un changement de façade pour que rien ne change, nous proposons de ne pas simplement tourner la page, mais de la déchirer et de repartir sur d'autres bases avant qu'il ne soit trop tard. Avec nos partenaires du Parti de la Gauche Européenne mais aussi, en Belgique, avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, le Parti Communiste Wallonie Bruxelles a décidé de mener le combat aussi sur le terrain électoral le 7 juin prochain à l'occasion des scrutins européens et régionaux. Sans sectarisme, mais avec radicalité, nous proposerons des solutions concrètes pour une autre Belgique et une autre Europe, anticapitalistes, pacifistes, réellement écologiques, mues par la solidarité et non la compétition, la coopération et non la compétition. Ensemble, le changement est possible! ●

Prague 68: Un colloque et quelques silences

Décidément, l'année 1968 semble avoir durablement marqué les esprits. Il y eut Mai 68, notamment le parisien, maintenant exalté par les mêmes médias qui naguère le dénigraient. Bien moins célébré, il y a le «Printemps de Prague», celui qui marqua l'arrivée d'un socialisme «à visage humain» après de longs «hivers» de socialisme gris et autoritaire, façonné à la sauce soviétique. Ce printemps-là fut le sujet central d'un colloque international organisé à l'Université de Bruxelles par le Centre de sociologie des gauches et le Centre d'archives communistes (CARCOB) les 21 et 22 novembre derniers.

Regrettons d'emblée que personne, y compris à gauche, n'ait pris la peine de se souvenir du 68 mexicain, dont la répression fit entre 300 et 500 morts sur les campus universitaires de Mexico. Ce constat ne diminue toutefois en rien l'intérêt de se pencher sur ces événements européens, dont on ne mesure pas encore assez le rôle qu'ils ont joué dans le formatage de la pensée de la gauche contemporaine.

Avec des intervenants de la qualité de José Gotovitch, Louis Van Geyt, Jean-Marie Chauvier, Paul van Praag, Jacques Moins et Catherine Samary, le colloque fut un succès par le haut niveau des exposés, suivis par une assistance nombreuse, dont pas mal d'étudiants. Bien entendu, la critique du modèle soviétique et de sa reproduction imposée aux pays «frères», la thèse brejnévienne de souveraineté limitée comme norme des rapports dans la communauté socialiste et, surtout, la justification de l'injustifiable – l'occupation armée assimilée à l'application de la «dictature internationaliste du prolétariat» – furent l'objet de moult



dénonciations de la part de tous les intervenants. Il en alla de même avec une certaine complaisance, sinon un suivisme certain, observée de la part des partis communistes ouest-européens envers Moscou.

Il y eut, par contre, quelques pesants silences. À en juger par les exposés des intervenants, ces histoires n'étaient que bipolaires: le pouvoir totalitaire d'un côté et l'héroïque dissidence de l'autre. Dans cet unanimité ambiante, les précisions de Van Geyt sur la nature réellement révolutionnaire de l'insurrection des travailleurs tchécoslovaques de 1948, qualifiée de «coup de Prague» par la propagande occidentale¹, et la définition du caractère réactionnaire, voire fascisant, de la révolte hongroise de 1956 furent des moments plutôt singuliers. À part cela, aucune mention, non plus, du rôle pourtant bien réel des services occidentaux, visant à organiser, de l'intérieur et par tous les moyens possibles, la débâcle de ces régimes. Comme si de grands concepteurs de plans de déstabilisation de ces pays osant une alternative au capitalisme, comme George Kennan ou Averell Harriman, n'avaient jamais existé; comme si l'Allemagne, voisine revancharde, n'avait été que spectatrice passive des événements.

Le deuxième silence touche le mouvement dissident lui-même, présenté quasiment toujours de manière

angélique. Ainsi, pour ces exégètes, les dissidents ne cherchaient qu'à démocratiser le socialisme, le sortir de l'impasse du modèle soviétique. Il ne fait aucun doute que ceci était le souhait de la population sensible à ce message. Mais ce constat ne doit pas nous conduire à négliger l'écart, bien réel, entre un message et une intentionnalité. Rappelons-nous, lors de la perestroïka, les discours tellement «dissidents» d'un certain Boris Eltsine, critiquant la «bureaucratie» qui avait trahi la révolution et réclamant le retour d'un «vrai communisme»: un stratagème pour s'assurer l'accession au pouvoir...

Ainsi, un simple regard, vers Prague, Varsovie ou ailleurs, sur l'itinéraire et la destinée de l'immense majorité des dissidents patentés – il ne s'agit pas ici du «peuple dissident» – démontre avant tout leur attachement au système capitaliste.

Prétendre, comme le font certains, que le système a échoué à cause des agissements de la CIA ou de méchants traîtres infiltrés est aussi réducteur que d'ignorer que la lutte des classes a su profiter des dérives, voire des perversions, du «socialisme réel» pour assurer son renversement. Et, dans cette perspective, la dissidence a joué un rôle précieux.

Ces interprétations reflètent finalement une grande carence. Celle d'une gauche marxiste qui n'a toujours pas mené de vraie et sereine réflexion sur les causes et conséquences de la disparition du camp socialiste. Cette carence est soulignée par Jacques Sapir, un éminent spécialiste de ces régimes, non marxiste de surcroît, qui regrettait que «Ce débat, essentiel non seulement pour tous ceux qui s'intéressent à l'URSS, mais fondamentalement pour quiconque veut comprendre le capitalisme du XX^{ème} siècle, n'eut jamais lieu. La disparition de l'objet fut aussi celle de la problématique».

PABLO RODRIGUEZ

¹ Van Geyt va jusqu'à établir un parallèle de légitimité insurrectionnelle avec la révolte populaire en Belgique lors de la question royale.

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Les rendez-vous de toutes les révoltes



Lorsque les actionnaires d'Arcelor-Mittal ont décidé la fermeture d'usines et de hauts-fourneaux un peu partout à travers la planète, et notamment à Liège et Gand en Belgique, peu leur importait le fait que ces décisions entraînent immédiatement la ruine de milliers de familles de travailleurs qui ont, pourtant, permis à ces mêmes actionnaires d'empocher de fabuleux dividendes (presque 7 milliards d'euros de bénéfices pour le seul exercice de 2008). Plus symbolique encore, ces mesures ont entraîné immédiatement une progression de presque 4 % des cotations en bourse de cette multinationale avec à la clef encore un meilleur rendement pour ces mêmes actionnaires/décideurs et pour les boursicoteurs qui ont spéculé en misant sur la «rentabilité boursière» de ces licenciements. Difficile, nous semble-t-il, d'avoir un meilleur portrait de la nature profonde du système capitaliste et de son fonctionnement.

À Londres et, très symboliquement, presque en même temps, les grands architectes de ce système se sont réunis en sommet pour, disent-ils sans rire,

«refonder» le capitalisme, le doter d'une certaine moralité et interdire les paradis fiscaux où ce système puise pour une bonne part ses ressources et sa force de frappe financière. Vaste blague. Ces gens là, réunis dans leurs élégants salons, ne font précisément qu'organiser le sauvetage de leur monde en faillite, ainsi que résister et réprimer la résistance qui partout commence à s'organiser. Réprimer en effet, devant même les palais londoniens où la police de sa gracieuse majesté n'a pas hésité à provoquer la mort d'un modeste citoyen qui avait osé croiser leur chemin. Réprimer également à Strasbourg lors des manifestations anti-OTAN où le gouvernement Sarkozy a mis en œuvre un plan répressif avec la complicité aujourd'hui avérée de casseurs afin de faire avorter une manifestation via laquelle des dizaines de milliers de citoyens venaient faire état de leur opposition à la nouvelle civilisation militarisée que l'OTAN et ses complices nous préparent.

Face à cela, toutes les luttes, toutes les colères, toutes les révoltes sont les bienvenues. Celles, bien entendu des

1€

Mai - Juin 2009 - N° 27

L'invité du DR

Pierre PIERART :
Obama vise à renforcer l'OTAN

Social

Nico CUE :
Le capitalisme nuit gravement à notre santé

Elections 2009

Européennes

Dix virages à gauche pour changer l'Europe

Régionales

En Wallonie
La liste PC-GE

A Bruxelles
Une expérience unitaire

Opinions

La conférence de l'ONU à Genève
La problématique du racisme sous la tutelle d'Israël

Le cycle vicieux de violence de l'OTAN

mobilisations sociales, des grèves, de la rue. Celles aussi des rendez-vous citoyens telles les élections européennes et régionales de ce 7 juin, des élections pour lesquelles notre Parti sera présent, à l'Europe, à Bruxelles et dans les 13 circonscriptions wallonnes. Afin de marquer son ancrage européen fort au sein du PGE (Parti de la Gauche Européenne), afin également de traduire concrètement le fait qu'il s'agit de listes ouvertes (avec présence de nombreux candidats d'ouverture, notamment du Parti Humaniste) nous nous présenterons pour la première fois sous le sigle PC-GE (Parti Communiste - Gauche Européenne)¹. La liste PC-GE a obtenu le numéro 20, un «vin» qui cette année aura donc une jolie robe rouge vif, et pas un petit rosé aux reflets violets.

Rendez-vous donc dans les rues (notamment le 15 mai à Bruxelles pour la manifestation syndicale et pour notre meeting international) et dans les urnes pour les nouvelles batailles qui s'annoncent !

¹ À Bruxelles, pour le scrutin régional, le Parti conduira une liste de cartel baptisée «PC-LCR-PSL-PH».

La conférence de l'ONU à Genève :

La problématique du racisme sous la tutelle d'Israël ?

Une des premières importantes conférences des Nations Unies depuis l'élection du premier président noir des USA a été la conférence sur le racisme du 20 au 25 avril à Genève et une des premières décisions importantes, sur le plan international, de ce président fut de la boycotter. Avec lui, Israël, le Canada, Australie, Nouvelle Zélande, l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Le prétexte : le risque que certains pays musulmans fassent approuver par la Conférence la condamnation du racisme institutionnel d'Israël. Pourtant ces textes furent sensiblement modifiés sous pression des États Unis et ne nommaient plus Israël !

Ce boycott est absolument injustifié si l'on considère que cette conférence a pour but de mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre le racisme depuis la première réunion en 2001, à Durban en Afrique du Sud où, déjà, les USA et Israël avaient claqué la porte pour les mêmes motifs. Pourtant ces conférences sont organisées dans un cadre réellement démocratique où aucun pays n'a le droit de veto ! Ainsi, en 2001, une exigence des pays africains réclamant des réparations pour les ravages provoqués par l'esclavage, ne fut pas acceptée par la majorité. D'ailleurs, le communiqué final se limitait à parler de « la détresse des Palestiniens » et du droit d'Israël à la sécurité. Le projet de déclaration de Durban II ne mentionnait pas Israël, mais conservait la référence à la « détresse des Palestiniens ».

Selon le témoignage de la journaliste Diana Ralph : « La conférence de Durban I, fut un événement destiné à mettre fin au racisme sous toutes ses formes. Pour les victimes, cela soulevait un immense espoir... Les seuls pays qui ont quitté honteusement la conférence, furent Israël et les USA. La déclaration de Durban et le programme d'action visaient les préoccupations des descendants africains, des aborigènes, des Dhalit (les intouchables) des Rom, des migrants, des réfugiés, des deman-

deurs d'asile, et beaucoup d'autres minorités. Ces textes condamnent l'esclavage, le trafic d'êtres humains, et demandaient réparation. Ils demandaient des actions concrètes pour contrecarrer les causes du racisme : la pauvreté, la guerre et l'inégalité sociale. Parmi tous ces points, il y avait aussi la condamnation de la discrimination contre les Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne.

Les rares textes antisémites distribués alors par certaines ONG ont été rejetés par la grande majorité. Sur 180 pages, seuls 250 mots parlaient de la problématique Israélo-Palestinienne, tous respectaient scrupuleusement les Juifs et Israël ! » Dans le texte d'origine pour la conférence de 2009, la phrase rejetée par Israël et ses alliés parlait de la « force d'occupation pratiquant une politique raciste » ce qui paraît tout de même modéré si on pense aux pratiques de l'armée israélienne pendant sa récente agression contre Gaza. Ce n'est pas par hasard si le nouveau gouvernement israélien, dont siègent trois partis ouvertement racistes, a déjà refusé toute forme de collaboration avec la commission d'enquête des Nations Unies sur d'éventuels crimes de guerre et si le Premier ministre Netanyahu a déclaré son intention d'exiger des Palestiniens la reconnaissance d'Israël en tant qu'état juif. Comment ne pas s'inquiéter !

La Haute Commissaire indienne de la conférence, Navy Pillar s'est déclarée choquée et déçue par ce boycott. Dans un texte publié le 20 avril par 'The Guardian' elle déclarait :

« Aucun pays n'est libre de racisme, discrimination ou xénophobie. Ce ne sont pas des problèmes existant seulement au Nord ou au Sud. Ils se donnent sur toute la planète. L'Holocauste, et plus récemment les guerres dans les Balkans et le génocide au Rwanda, ont montré comment les formes de violence raciste sont une menace constante. Et il y a une myriade d'exemples à plus petite

échelle qui sont tolérés ou ignorés alors qu'ils rendent difficile la vie des millions de personnes. L'islamophobie, l'antisémitisme, la christianophobie... sont inacceptables... Nous devons faire face à ces menaces, car elles peuvent miner la paix et la sécurité pour des pays et même des régions entières. » Il est scandaleux de voir que les gouvernements israéliens successifs, soutenus par les États Unis et autres pays complices, agitent l'épouvantail de l'antisémitisme chaque fois qu'ils sont accusés de non-respect du droit international et des droits de l'homme. Ainsi, toutes les dérives contre les Palestiniens sont désormais possibles et toutes les agressions à venir, y compris celle préparée de longue date contre l'Iran, risquent de rester impunies ou même légitimées.

CRISTINA GAY

Mise au point

A propos de l'article « Prague 68 : un colloque et quelques silences »

L'article de notre collaborateur Pablo Rodriguez, paru dans le dernier numéro du DR, a suscité quelques réactions quant à l'interprétation de la contestation et de la révolte survenues dans les pays du socialisme dit réel. Notons, tout d'abord, que ce texte fut publié sous la rubrique « Opinion » (et n'engage donc que son auteur) et surtout que notre journal se veut une publication ouverte au débat d'idées et à la confrontation respectueuse des points de vue, seule manière, selon nous, d'enrichir les réflexions et enseignements que la gauche marxiste devra tirer de sa propre histoire. Finalement, notre collaborateur nous prie d'insister sur un fait qu'il dit avoir omis de souligner suffisamment dans son article, à savoir l'excellente idée dont émane l'organisation de ce genre de colloques ; initiative qui va justement dans le sens de réactiver la culture de débat que nous venons d'évoquer.

LE COLLECTIF DU DR

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Editorial:

Élections 2009:

Les leçons à tirer



Il y a quelques mois, ils s'enflammaient unanimement pour Barack Obama. Ce 7 juin, les Européens ont pourtant voté massivement pour John Mc Cain. La droite, et souvent une droite dure, progresse, la social-démocrate est en nette baisse, la gauche anticapitaliste maintient ses positions. Les écologistes progressent, mais au prix d'un positionnement «ni gauche - ni droite» cachant mal une conversion progressive aux thèses productivistes (par exemple, abandon de la diminution du temps de travail) et libérales (par exemple, la défense plus qu'éthérée des services publics).

Tel est le bilan d'un scrutin européen pour le moins contradictoire à l'heure où nous subissons de plein fouet les conséquences du capitalisme et de sa dernière variante, l'ultralibéralisme. Peut-être peut-on trouver l'explication à ce vote dans une abstention massive et croissante (y compris en Belgique, malgré le vote obligatoire). Plutôt que de contester dans les urnes la construction d'une Europe anti-sociale et anti-démocratique, les Européens préfèrent lui tourner le dos. Le problème est que

cette «stratégie» laisse le champ libre aux forces réactionnaires. Une autre raison est très probablement le manque de lisibilité d'un véritable projet de gauche. Des années de renoncement des sociaux-démocrates ont largement brouillé les références idéologiques. On a vu des leaders sociaux-démocrates européens, tel Jacques Delors, orchestrer les processus de libéralisation. On a vu Elio Di Rupo privatiser de nombreuses entreprises publiques. On a vu à l'œuvre Tony Blair ou Gerhard Schröder.

En Belgique, en dehors du PTB qui a un peu progressé (mais sur fond d'une campagne aux accents quelque peu populistes, ce qui pose bien des questions), le bilan de la gauche anticapitaliste, et en particulier du PC, est très mauvais. Divisés, nous perdons en crédibilité et nous n'avancons pas. Le coup de poker «non au MR» d'Elio Di Rupo, même s'il a tout du jeu de dupe, et l'appel à serrer les rangs autour du PS, notamment de la part des syndicats, auront fait le reste. Demeure le problème de l'absence d'une véritable alternative à gauche.

1€

Juillet
Août 2009 - N° 28

L'invité du DR

Pierre Eyben :
«Sans unité
la gauche de gauche
perd en crédibilité»

Élections

D. Cohn-Bendit
de gauche ?

Claude Renard :
L'Action commune ?

Syndicalisme

**Offensives patronales
contre le droit de grève**

Opinion

**Mainmise du PS
sur la FGTB-CGSP ?**

International

Iran :
**Une nouvelle phase
de la Révolution
de 1979 ?**

Pérou :
**La sanglante vitrine
de la mondialisation**

Histoire

Nico Hirtt :
Normandie, Koursk :
**Où fut vaincue
la Wehrmacht ?**

La seule voie pour sortir de ce marasme est de constituer un rassemblement de la gauche anticapitaliste qui puisse unir toutes celles et ceux qui n'ont pas renoncé à transformer profondément notre région, notre pays et l'Europe afin d'en faire des outils de progrès social dans le respect du cadre naturel qui nous est imposé, à savoir un monde aux ressources finies. Progressent en Europe, les forces qui ébauchent cette recomposition à gauche. C'est donc également le chemin que nous devons suivre. La défaite électorale est peut-être le meilleur stimulus pour initier enfin cette transformation.

Mourir en prison, mourir en Turquie

Depuis le commencement de ce siècle et selon les organisations humanitaires indépendantes, plus de 300 personnes sont mortes en prison en Turquie. Tout indique que, si le comportement des autorités politiques et judiciaires de cet état, candidat choyé à adhérer à l'Union européenne, ne change pas très prochainement, le nom de Güler Zere, devra être ajoutée à cette macabre liste.



Il se fait que cette jeune militante turque est atteinte d'un grave cancer et que, malgré d'innombrables démarches auprès les autorités politiques turques, ces dernières n'ont fait que négliger délibérément tout traitement médical. En effet, en plus de la maladie elle avait le «handicap» d'être une militante hautement indésirable pour ce régime. Pourtant, la législation du pays, ainsi que toutes les normes internationales (dont la Convention européenne des droits de l'homme), interdisent tout traitement considéré inhumain ou dégradant.

Maintenant elle est entrée dans la phase terminale de la maladie et malgré son état désespéré, les autorités «démocratiques» de son pays continuent à lui refuser tout transfert vers une clinique extérieur où Güler pourrait connaître, à 37 ans, quelque chose d'autre que le cachot qu'elle n'a pas quitté depuis ses 23 ans.

P.R.

Envoyez vos messages de protestation au Ministre de la Justice :

sadullahergin@adalet.gov.tr

et de solidarité à l'Association des familles de prisonniers :

hucreskencedir@yahoo.com

Scoop ! Une lettre de B. Netanyahu

Nos correspondants à Tel-Aviv nous font parvenir copie d'une lettre très édifiante envoyée par le Premier ministre israélien au peuple palestinien.

«Chers amis palestiniens

Moi, Premier ministre d'Israël, je reconnais solennellement que vous avez droit à un État. Mais cela suppose un certain nombre de conditions.

- 1° Cet État n'aura pas d'armée. Pas de souci non plus à se faire : nous assurerons sa défense avec toute l'attention que vous imaginez.
- 2° Il appartiendra à cet État de se trouver un territoire. C'est votre affaire, et nous n'avons pas à nous en mêler. En tout cas, ne comptez pas trop sur la Cisjordanie : nos colonies continueront à s'y développer, en vertu d'un accroissement naturel de population.
- 3° À vous aussi de choisir votre capitale, en toute liberté. Sachez simplement



que Jérusalem nous appartient, et qu'elle est indivisible.

Voilà. J'ai fait un grand pas, qui devrait calmer Obama et me valoir le prix Nobel de la paix. La balle est maintenant dans votre camp. Benyamin Nétanyahou¹.

PS : Si votre futur État pouvait éviter d'avoir une Constitution, un Parlement, une police, une justice, une diplomatie et des services publics, cela faciliterait beaucoup les choses.

¹ Plus exactement, la signature de ce courrier imaginaire circulant dans le net est du journaliste français Robert Solé.

Rectification demandée

Louis Van Geyt, ancien président du Parti nous demande de rectifier la formulation de certaines phrases attribuées à lui par notre chroniqueur Pablo Rodríguez dans son article «Prague 68: un colloque et quelques silences» (Le DR n°26, février-mars 2009). Ainsi, il précise n'avoir pas qualifié d'«insurrectionnelles», ni l'action par laquelle «les travailleurs tchécoslovaques, en 1948, ont fait échec à la tentative du 'centre-droit' pro-occidental de leur pays, de chasser du pouvoir les ministres communistes et leurs alliés, à l'instar de ce qui s'était passé un an plus tôt, successivement en Belgique, en France et en Italie» ni non plus «le puissant mouvement du peuple de gauche belge, qui deux ans plus tard allait contraindre Léopold III à l'abdication». Dans l'un comme dans l'autre cas, poursuit Louis Van Geyt dans son courrier, «le PCB-KPB de l'époque a, au contraire, mis l'accent sur le caractère authentiquement démocratique, de mobilisation populaire faisant usage des droits 'institutionnels' de grève et de manifestation – mais écartant résolument le recours aux armes desdits grands

mouvements».

Par ailleurs, et cette fois concernant les événements de 1956 en Hongrie, Louis Van Geyt précise que ni lui en personne ni le PCB-KPB n'ont réservé à ces événements la qualification unilatérale, voire simpliste, de «révolte réactionnaire voire fascisante». Bien au contraire, il a toujours estimé que «la cause première de la révolte, – essentiellement démocratique au départ mais ensuite débordée par les nostalgiques du régime pro-nazi de Horthy et par les 'paniquards' pro-atlantiques autour d'Imre Nagy – résidait dans la politique ultra-stalinienne de l'équipe honnie de Rákosi et Geroe».

C'est bien volontiers que le DR publie ces précisions venant d'un acteur privilégié tant dans l'observation de ces événements que dans les prises de position que les instances du Parti prirent à cette occasion. C'est dans cet esprit que nos pages restent ouvertes – sans aucune exclusive – à un développement encore plus circonstancié de ces moments si importants de l'histoire du mouvement ouvrier européen.